

**CIRCULATION PROVISOIEMENT RETRECIE**

000531

**Cours Gimon – Rue de la Lafayette**

**PUBLIÉ LE 18 AVR. 2025**

## **ARRÊTÉ**

### **LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les article L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU le règlement de la voirie communale en date du 27/11/2024,

VU la demande en date du 15 avril 2025 formulée par l'entreprise CIRCET concernant des opérations de tirage de câble en souterrain,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules pour assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publiques,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** – Afin de permettre des opérations de tirage de câble en souterrain, la circulation est provisoirement rétrécie sur chaussée et trottoir (avec déviation des piétons) au droit du chantier sis cours Gimon – rue Lafayette :

**Du 17 au 25 avril 2025 de 09h00 à 16h00**  
**(hors mercredi jour de marché)**

**ARTICLE 2** – La circulation des riverains, la collecte des déchets, les bus ainsi que des véhicules de secours est maintenue.

Limitation de la zone de travaux à 30km/h.

Pas de gêne de la circulation.

**ARTICLE 3** – Sous les directives des Services Techniques Municipaux, la présignalisation et la signalisation de la circulation rétrécie seront mises en place par l'entreprise CIRCET chargée de l'exécution des travaux. Avis d'information par affichage réglementaire. **Respect de la charte de l'arbre, de la réglementation en vigueur et du règlement de voirie.**

**ARTICLE 4** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication .

**ARTICLE 5** - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SALON le 16 AVR 2025  
P/Le Maire  
Par Délégation Michel ROUX  
Premier Adjoint au Maire  
Vice-Président de la Métropole



16 AVR 2025

